Sachant que, pour procéder aux prochaines étapes de la préparation et de l'organisation du Congrès, il faudra doubler d'efforts et disposer de ressources supplémentaires,

1. *Prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 50/12²;*

2. *Réaffirme son ferme appui à l'initiative prise par le Gouvernement panaméen et engage celui-ci à continuer d'intensifier ses efforts en vue de la tenue, du 7 au 10 septembre 1997, à Panama, du Congrès universel sur la question du canal de Panama;*

3. *Renouvelle l'appel qu'elle a lancé aux États Membres pour qu'ils apportent une assistance généreuse au Gouvernement panaméen, et engage les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à faire de même;*

4. *Engage à nouveau les organes, programmes et institutions spécialisés compétents des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation maritime internationale à faire tout leur possible pour contribuer, dans les limites des ressources disponibles, à l'organisation du Congrès universel sur la question du canal de Panama;*

5. *Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-deuxième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;*

6. *Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-deuxième session la question intitulée «Congrès universel sur la question du canal de Panama».*

*40^e séance plénière
24 octobre 1996*

51/6. Octroi à l'Autorité internationale des fonds marins du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Consciente de l'importance que revêtent la mise en œuvre effective et l'application uniforme et cohérente de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982⁶ et de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention⁷, de même que de la nécessité croissante de promouvoir et faciliter la coopération internationale relative au droit de la mer et aux affaires maritimes aux niveaux mondial, régional et sous-régional,

⁶ Documents officiels de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. XVII (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.84.V.3), document A/CONF.62/122.

⁷ Résolution 48/263, annexe.

Notant qu'à la reprise de sa deuxième session l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins a décidé de solliciter l'octroi à l'Autorité du statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies de manière qu'elle puisse participer aux délibérations de l'Assemblée générale,

1. *Décide d'inviter l'Autorité internationale des fonds marins à participer à ses délibérations en qualité d'observateur;*

2. *Prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à la présente résolution.*

*40^e séance plénière
24 octobre 1996*

51/7. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 50/15 du 15 novembre 1995, dans laquelle elle a prié le Secrétaire général de conclure un accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁸ dans lequel celui-ci lui a communiqué le texte de l'accord de coopération signé le 24 juillet 1996,

Soulignant qu'elle est désireuse de renforcer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire et de l'inscrire dans un cadre nouveau et adéquat,

1. *Se félicite de la conclusion, le 24 juillet 1996, de l'accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire;*

2. *Considère que la signature de cet accord est une mesure importante pour le développement et le renforcement de la coopération entre les deux organisations;*

3. *Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-deuxième session la question intitulée «Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire»;*

4. *Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-deuxième session un rapport sur les différentes activités de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire qui ont été mises en œuvre en application de l'accord de coopération.*

*41^e séance plénière
25 octobre 1996*

⁸ A/51/402.